geants, nos systèmes et nos institutions. Je reconnais qu'il faut un cœur mieux accroché que le mien pour voir les atrocités de cette guerre tragique sur le petit écran, et entendre ensuite nos dirigeants demander à ceux qui jugent nécessaire d'accorder de l'aide de passer par les voies hiérarchiques appropriées. Ce qui me surprend beaucoup dans cette affaire, c'est de voir la surprise du gouvernement devant le nombre de gens qui réclament des mesures.

J'ai lu, parce qu'il était bref, le discours sur la démocratie de participation que le ministre des Postes (M. Kierans) a prononcé hier à l'Université Sir George Williams. Faisant partie du gouvernement, il a une idée de la réaction. A mon avis, le débat d'aujourd'hui résulte de la réaction massive des citoyens qui sont frustrés de voir que le gouvernement n'apporte aucune aide à la Joint Church Aid.

Je crois également en toute sincérité qu'une bonne partie des perturbations dans le monde contemporain, et ici je m'avance peut-être sur un terrain dangereux, ce qui pourrait me valoir des ennuis, provient de ce que j'appellerais des discussions idéologiques stériles. C'est à cela qu'on se livre. J'en ai entendu des échos l'autre jour aux Nations Unies sur la question chinoise. Vous pressez un bouton et vous obtenez le même discours que l'on entend chaque année depuis 15 ou 20 ans. Comment donc s'attendre à ce qu'on règle des questions pratiques si l'on n'assouplit pas ses positions?

• (3.50 p.m.)

Pour avoir proféré une telle déclaration à une conférence, pas celle de Harrison Hot Springs, j'ai passé pour sympathisant à l'égard du communisme. Je le répète, on semble poursuivre des discussions abstraites qui n'ont aucun rapport avec le problème qui nous confronte. Le problème, c'est la faim, la famine et la mort. Les moyens de résoudre ce problème sont là, mais nous nous livrons à de petits jeux de société sur des questions de souveraineté. J'espère que le premier ministre nous dira pourquoi nous n'avons pu aider plus tôt la Joint Church Aid et son agent Canairelief. Le député de Greenwood (M. Brewin) l'a dit, je l'ai dit—et le répète—ils s'en occupent maintenant. Ils sont l'unique source de vivres et de médicaments en dehors du Biafra. Le Comité international de la Croix-Rouge n'a pas effectué un seul vol depuis la mi-juin. Je pourrais, je suppose, condamner toute l'affaire sur le plan moral, mais à quoi bon? Je vais admettre ceci: le Canada a pris des initiatives. C'est à Istanbul, lors d'une récente réunion du Comité international de la Croix-Rouge, qu'on a recommandé de prévoir, dans l'accord entre les

nations, un organisme de secours ou une formule de secours; autrement dit, qu'on reconnaisse les droits des innocentes victimes de la guerre. Je souhaite ardemment qu'on le fasse. A mon avis, la voie que le gouvernement doit suivre est claire. Il me semble vraiment ironique que Canairelief soit financé dans une aussi large mesure par des fonds du gouvernement américain et de plusieurs pays européens.

Il est doublement ironique de penser que Canairelief sera peut-être forcé de cesser ses vols de secours du fait que le gouvernement des États-Unis va retirer son appui par suite de l'indifférence de notre gouvernement. Permettez-moi d'ajouter que même si le gouvernement n'a pas réussi à agir, aujourd'hui le député de Greenwood et moi-même, à titre de directeurs de Canairelief, avons reçu \$28,000 de la section d'Ottawa de «La Marche pour des Millions». Cette œuvre de charité est vraiment digne de nos félicitations.

Des voix: Bravo!

M. Fairweather: Je tiens à rendre hommage publiquement à cet organisme. C'est dommage qu'il y ait si peu de polarisation là-dessus au Parlement. Je ne saurais croire, si la motion est mise aux voix, qu'on puisse adopter des attitudes partisans dans le cas de pareille tragédie humaine. Quand je descends le corridor avec un ami ou un collègue du gouvernement, je ne crois pas que nos avis diffèrent de beaucoup sur la question de vouloir faire quelque chose. Devons-nous croire que la tragédie à laquelle le monde fait face émeut moins les députés du parti du gouvernement que les autres députés? Car vraiment, c'est une tragédie qui intéresse l'univers entier.

La solidarité de parti est-elle si forte qu'elle étouffe les émotions? Monsieur l'Orateur, il y aurait tant à dire à ce sujet. Dans l'article du *New Yorker*, il y a une discussion philosophique très intéressante sur le problème—peut-être le mot «problème» ne convient-il pas, disons plutôt que c'est un cas—celui du monde qui se tient à l'écart et se contente d'observer. Le monde s'est trop souvent contenté d'observer au XX^e siècle. Le monde s'est demandé, de 1932 à 1945, s'il s'agissait d'affaires intérieures ou extérieures. Pour moi, je ne suis pas d'humeur à entendre dire que la Chambre ou même le gouvernement—car c'est notre gouvernement—s'est montré incapable d'agir parce qu'il s'agissait d'une affaire intérieure. Nous devons avoir assez de souplesse pour traiter du problème. Comme on l'a dit, il s'agit de secours et de la manière de les acheminer à ceux qui en ont besoin. Nous pouvons user, à l'égard des secours envoyés au Biafra de la même souplesse que celle dont témoigne maintenant la Commission canadienne du blé,